



Arrêt

n° 133 795 du 25 novembre 2014
dans l'affaire x

En cause : x

ayant élu domicile : x

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 février 2014 par x, qui déclare être de nationalité djiboutienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 29 janvier 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 septembre 2014 convoquant les parties à l'audience du 22 octobre 2014.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me M. BUATU loco Me M. KADIMA, avocat, et Y. KANZI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le Commissaire général), qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Vous vous déclarez d'origine ethnique afar et de nationalité djiboutienne. Vous seriez née à Djibouti et auriez vécu à Djibouti ainsi qu'à Oukoubé, en République de Djibouti.

En mai 2008, alors que vous aviez 20 ans, votre grande soeur, [S.I.M.], aurait été mariée de force et se serait suicidée en juin 2008.

En janvier 2011, vous auriez été mariée de force à un chef coutumier, cousin de votre père et nommé [K.A.]. Ce dernier vous aurait maltraitée. Au bout de trois mois, vous auriez tenté de fuir, en vain. Votre

père et votre époux vous auraient battue par mesure de rétorsion. Votre mère, constatant votre état, vous aurait alors conseillé de vous tenir tranquille pendant qu'elle organisait votre fuite.

Le 19 juillet 2011, votre mère aurait envoyé quelqu'un vous chercher sous un faux prétexte. Vous auriez passé la nuit chez votre mère et auriez ensuite quitté le pays avec une caravane le lendemain matin. Vous auriez été accueillie en Ethiopie par un cousin de votre mère au courant de vos problèmes. Au bout de trois jours, vous auriez appris que votre père et votre époux étaient là à votre recherche. Vous auriez été emmenée chez une voisine puis envoyée à Adis Abeba chez une connaissance du cousin. Vous auriez ensuite quitté l'Ethiopie le 7 septembre 2011 et seriez arrivée en Belgique le 8 septembre 2011. Vous avez introduit la présente demande d'asile auprès de l'Office des Étrangers (OE) le 12 septembre 2011. A l'appui de votre demande, vous n'invoquez pas d'autre crainte et déposez un certificat médical attestant de votre excision, une attestation du collectif liégeois de lutte contre les MGF, une attestation du CPAS de votre commune de résidence.

B. Motivation

Force est de constater que vous ne fournissez pas suffisamment d'éléments qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

D'emblée, il y a lieu de relever que vous ne fournissez aucun élément probant ni document d'identité en provenance de votre pays à l'appui de vos déclarations ; ainsi mettez-vous le Commissariat général dans l'incapacité d'établir votre identification personnelle ou votre rattachement à un Etat. Interpellée à ce sujet lors de votre audition, vous avez déclaré n'avoir rien emporté avec vous comme document lorsque vous vous seriez enfuie (RA p. 11). Ce manque de documents personnel est pourtant étonnant vu notamment le contexte de votre départ de Djibouti (RA, pages 26 à 29).

Relevons de plus que vous n'avez entamé aucune démarche afin de vous en procurer ou de demander, de manière plus générale, des nouvelles de votre situation au pays. Vos explications à cet égard n'apparaissent pas pertinentes ou satisfaisantes aux yeux du CGRA (RA p. 18 ; 27 ; 28 ; 29). Qui plus est, dans la mesure où, selon vos déclarations, votre mère aurait ostensiblement organisé votre fuite, il apparaît difficilement compréhensible que vous ne cherchiez pas à obtenir de ses nouvelles d'une manière plus insistante. Votre attitude particulièrement passive en ce sens tend à montrer un manque d'intérêt pour votre demande de protection internationale. Il y a lieu de rappeler ici que « le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p. 51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Tel n'est pas le cas en l'espèce.

En premier lieu, le CGRA relève une importante contradiction dans vos déclarations à l'égard de la date de votre mariage allégué, élément pourtant central de votre crainte. Vous déclarez, dans un premier temps, que votre mariage aurait eu lieu le 15 janvier 2011 (RA p. 10). Vous déclarez ensuite que votre mariage aurait eu lieu un jeudi du mois de janvier 2011 mais que vous ne vous rappelleriez pas la date exacte (RA p. 20 ; 21). Confrontée à vos précédentes déclarations, vous répondez, sans fournir d'explication satisfaisante : « Ce dont je suis certaine, c'est que c'était courant janvier et que c'était un jeudi » (RA p. 21). Par ailleurs, le CGRA relève que le 15 janvier 2011 était un samedi et non un jeudi. Vos déclarations contradictoires au sujet de la date de votre mariage, un événement qui aurait bouleversé votre vie et serait au coeur de votre crainte en cas de retour, entament sérieusement la crédibilité de votre récit.

Le CGRA relève ensuite que vous avez, dans un premier temps, affirmé avoir vécu dans votre village, auprès de votre père, votre mère et vos soeurs jusqu'à votre départ du pays, le 20 juillet 2011 (RA p. 6). Vous avez cependant déclaré par la suite avoir vécu chez votre époux, dans un village situé à deux heures de marche, de votre mariage en janvier 2011 à votre fuite, le 19 juillet 2011 (RA p. 13 ; 15). Cette contradiction continue d'entamer la crédibilité de votre récit.

Par ailleurs, vous avez renseigné votre état civil, auprès du fonctionnaire de l'Office des Étrangers (OE), comme étant « célibataire » (voir déclarations OE du 28 octobre 2011, points 14 et 15). Invitée à vous

expliquer à cet égard, vous affirmez avoir répondu cela car vous vous seriez enfuie de votre mariage et donc ne vous considérez pas comme mariée (RA p. 21). Le CGRA estime cette réponse non satisfaisante. En effet, ce mariage que vous auriez fui constitue le coeur de votre crainte et il apparaît très étonnant que, même si vous vous considériez comme célibataire à votre arrivée en Belgique, vous n'ayez pas, à tout le moins, expliqué votre situation. Cette incohérence continue d'entamer la crédibilité de votre récit.

Le CGRA relève aussi que vos déclarations, quant à l'organisation de votre fuite ou aux problèmes rencontrés par le cousin de votre mère, manquent de consistance et empêchent de tenir pour établies les circonstances dans lesquelles vous déclarez avoir fui votre pays (RA p. 26 ; 27 ; 28).

Quant au mariage en lui-même, outre les éléments déjà épinglés, le CGRA relève diverses incohérences qui empêchent de lui accorder foi. Il apparaît ainsi difficilement compréhensible que, au vu de la réaction de vos parents et du vécu de votre propre soeur, vous n'ayez pas tenté de fuir avant l'organisation de celui-ci. Vos explications à cet égard n'apparaissent pas convaincantes (RA p. 15 ; 16). Par ailleurs, vos déclarations quant à votre ressenti personnel de ces événements manquent de réelle consistance ou d'un véritable sentiment de vécu (RA p. 21 ; 23). Enfin, le CGRA constate que vous déclarez qu'hormis les danses traditionnelles, il n'y avait eu aucun autre rituel et que vous n'auriez ni vu ni entendu parler de dot (RA p.22). Or, selon les informations objectives à la disposition du CGRA (copie jointe au dossier administratif), les dots, le mahr et les diverses offrandes liées au mariage constituent des étapes cruciales dans le déroulement d'un mariage djiboutien. Il apparaît donc fortement étonnant que vous n'ayez entendu parler d'aucun de ces éléments dans le cadre de votre propre mariage. Qui plus est, vous évoquez le fait que le mariage aurait été « scellé » devant un kadi mais, interrogée à cet égard, vous demeurez dans l'incapacité d'expliquer en quoi a consisté ce sceau (RA p. 20 ; 21).

Dès lors, le CGRA estime que les divers éléments relevés ci-dessus empêchent de tenir votre récit de mariage forcé pour établi.

Enfin, à l'appui de votre demande, vous présentez un certificat médical attestant de votre excision de type II, une attestation d'une association belge de lutte contre les MGF ainsi qu'une attestation de votre CPAS.

S'agissant de votre excision, la Commission Permanente de Recours des Réfugiés et le Conseil du Contentieux des Etrangers ont jugé que bien que l'excision soit sans conteste une violence physique suffisamment grave pour être considérée comme une persécution ou une atteinte grave, cette forme particulière de persécution ne peut être reproduite. La question pourrait néanmoins se poser de savoir si cette persécution passée ne constituerait pas, soit une persécution en soi, soit un indice sérieux de crainte fondée que vous soyez à nouveau soumise à une mutilation génitale en cas de retour au Djibouti. Le Commissariat général constate que tel n'est pas le cas dans votre situation particulière. En premier lieu, il convient de relever d'emblée que, bien qu'interrogée précisément à ce sujet, vous n'avez à aucun moment évoqué pareille crainte, ce qui suffit en soi à constater que vous n'en avez pas (RA p. 11 ; 18). Vous n'avez par ailleurs évoqué aucune conséquence dramatique dans votre chef liée à votre excision et qui serait de nature à faire naître une situation de persécution qualifiée de continue. Enfin vos propos quant au mariage forcé que vous alléguiez avoir subi n'ayant pas été jugés crédibles, votre situation familiale réelle ne peut être établie. Ceci achève de convaincre le CGRA qu'il n'existe pas d'indices sérieux que vous puissiez faire l'objet d'une nouvelle mutilation génitale féminine en cas de retour au Djibouti.

L'attestation du collectif liégeois contre les MGF témoigne de vos activités, en Belgique, pour cette association. L'attestation du CPAS de Péruwelz témoigne de la nature de votre hébergement et de l'aide sociale que vous recevez. Ces différents éléments ne sont pas de nature à remettre en cause la présente décision.

Partant, vous n'êtes pas parvenue à faire montre d'une crainte fondée et actuelle de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ni de l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves au sens de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle invoque la violation de l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève), modifié par l'article 1^{er}, § 2, du Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967 et la violation de l'article 33 de ladite Convention, de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée la Convention européenne des droits de l'Homme), de l'article 15 a et b de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (ci-après dénommée la directive 2004/83/CE du 29 avril 2004), des articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/6, 49/3, 57/7 bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 27 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et son fonctionnement (ci-après dénommé l'arrêté royal du 11 juillet 2003), des paragraphes 41, 42, 66, 67, 190, 195, 196, 197, 203, 204 et 205 du *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 1992 (ci-après dénommé *Guide des procédures et critères*), ainsi que des principes généraux de bonne administration et de proportionnalité. Elle invoque encore l'erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse.

2.3. Elle conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce et sollicite l'octroi du bénéfice du doute à la requérante.

2.4. À titre principal, elle sollicite la reconnaissance de la qualité de réfugiée à la requérante. À titre subsidiaire, elle demande de lui octroyer le statut de protection subsidiaire. À titre infiniment subsidiaire, elle sollicite l'annulation de la décision entreprise.

3. Documents déposés

Par porteur, le 23 septembre 2014, la partie défenderesse verse au dossier de la procédure une note complémentaire accompagnée d'un document intitulé « COI Focus – Djibouti – Mutilations génitales féminines (MGF) » du 2 janvier 2014 (dossier de la procédure, pièce 9).

4. Questions préalables

4.1. Le Conseil relève que l'article 33 de la Convention de Genève interdit l'expulsion des personnes qui ont été reconnues réfugiés ou le refoulement d'un candidat réfugié sans examen préalable de sa demande. Ce moyen est sans pertinence dans le cas présent, puisqu'il s'agit en l'espèce de l'analyse de la demande d'asile même de la requérante ; le moyen manque dès lors en droit.

4.2. La partie requérante invoque la violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme en cas de renvoi de la partie requérante dans son pays d'origine. Le Conseil rappelle que le champ d'application de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme est similaire à celui de l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève et identique à celui de l'article 48/4, § 2, b, de la loi du 15 décembre 1980. Sous réserve de l'application des articles 55/2 et 55/4 de la même loi, une éventuelle violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme est donc examinée dans le cadre de l'évaluation qui est faite par les instances d'asile du bien-fondé de la demande d'asile. Cette partie du moyen n'appelle en conséquence pas de développement séparé.

4.3. En ce qui concerne la violation alléguée du *Guide des procédures et critères* du HCR, le Conseil rappelle que ce Guide n'a pas de valeur légale en tant que telle mais une simple valeur indicative. Ledit

Guide des procédures et critères ne possède pas de force contraignante, de sorte que sa violation ne peut pas être invoquée utilement comme moyen de droit.

5. L'examen du recours

5.1. La décision attaquée refuse de reconnaître la qualité de réfugiée à la requérante et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire aux motifs que la requérante ne fournit aucun élément probant ni document d'identité en provenance de son pays, qu'elle se contredit dans ses propos concernant la date de son mariage allégué, son dernier lieu de résidence et son état civil, et que ses déclarations concernant l'organisation de la fuite ou les problèmes rencontrés par le cousin de sa mère manquent de consistance et empêchent de tenir pour établies les circonstances dans lesquelles elle déclare avoir fui son pays. La partie défenderesse ajoute que plusieurs incohérences et inconsistances émaillent le récit de la requérante empêchant de tenir le mariage pour établi. Concernant l'excision, la partie défenderesse se réfère notamment à la jurisprudence du Conseil et déclare que cette forme particulière de persécution ne peut pas être reproduite et qu'une persécution passée ne constitue pas, en soi, une persécution ou un indice sérieux de crainte fondée que la requérante soit à nouveau soumise à une mutilation génitale féminine.

5.2. Pour sa part, et après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime qu'il ne détient pas en l'espèce tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

5.3. L'article 39/76, § 1^{er}, dernier alinéa, dispose ce qui suit :

« Si le président de chambre saisi ou le juge désigné estime que les éléments nouveaux invoqués par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides augmentent de manière significative la probabilité que l'étranger remplisse les conditions requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou pour la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, et si, en outre, il constate de manière cumulative que, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, il doit annuler la décision attaquée parce qu'il ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans mesures d'instruction complémentaires de ces éléments nouveaux, ce constat entraîne l'annulation d'office de la décision attaquée ».

5.4. Le Conseil rappelle que, sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève ; si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même ; dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

5.5. En l'espèce, les éléments de la cause qui peuvent être tenus pour établis sont les suivants : la requérante est une jeune femme qui est née et a vécu à Djibouti depuis l'âge de quatre ans jusqu'à quatorze ans et a vécu le reste de sa vie dans le village de O. La requérante est d'ethnie afar et a subi une mutilation génitale féminine de type 2 comme l'atteste le certificat médical déposé au dossier administratif.

5.6. La première question concerne dès lors la crainte de persécution dans le chef de la requérante, née de la situation objective des femmes dans son pays d'origine, plus particulièrement de la pratique des mutilations génitales féminines à Djibouti.

À cet égard, la partie défenderesse verse au dossier de la procédure un document émanant du centre de documentation du Commissariat général (ci-après dénommé Cedoca), intitulé « COI Focus – Djibouti – Mutilations génitales féminines (MGF) » du 2 janvier 2014, qui entend actualiser la question. Ce document, principal élément nouveau de la cause, augmente de manière significative la probabilité de reconnaissance de la partie requérante.

Concernant la portée à donner à ce document, la partie défenderesse déclare à l'audience que le taux de prévalence des mutilations génitales féminines reste élevé malgré qu'il diminue et qu'il s'agit dès

lors de faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes des personnes originaires de Djibouti ; elle fait toutefois remarquer que si le taux de prévalence diminue, cela signifie que certaines personnes arrivent à éviter que cette pratique ne soit exercée. La partie défenderesse considère dès lors qu'il s'agit d'effectuer une analyse au cas par cas en fonction de différents facteurs pour évaluer la crainte de persécution.

À la lecture dudit document, le Conseil relève à l'instar de la partie défenderesse le taux élevé de prévalence des mutilations génitales féminines à Djibouti, de l'ordre de 80% ; ce chiffre est toutefois plus élevé selon d'autres sources, notamment pour des catégories particulières de population (pages 8 et suivantes du document et page 22). Le Conseil estime nécessaire de mentionner aussi que le même document fait état de la gravité du type de mutilations génitales féminines pratiquées dans ce pays, puisque de nombreuses femmes sont non seulement excisées (l'excision de type 2 est la plus fréquente), mais aussi infibulées (l'excision de type 3 n'est pas rare), avec la précision « qu'il arrive que les femmes soient ré-infibulées après leur accouchement », cette pratique étant selon une source récente, « généralement automatique à Djibouti » (page 5).

Le Conseil constate encore la toute relative actualité des chiffres fournis qui datent souvent de 2006 et parfois de 2010 ; les sources citées remontent à 2003, 2007 ou 2009, certaines datant de 2013 et les deux plus récentes, non communiquées *in extenso*, de 2014. Le Conseil estime dès lors qu'une actualisation des données chiffrées est nécessaire.

Selon le même document, depuis 1995, les mutilations génitales féminines sont interdites par la loi qui prévoit une peine d'emprisonnement de cinq ans et des amendes pouvant s'élever à un million de francs djiboutiens. Toutefois, ces dispositions pénales n'ont jamais été appliquées à ce jour, car aucune plainte n'a été déposée, les victimes ne voulant pas incriminer leur propre famille (pages 13, 14 et 22) ; dans un tel contexte, la protection des autorités pour les victimes de mutilations génitales féminines s'avère donc illusoire.

Par ailleurs, le Conseil tient à souligner les nombreuses incohérences du document de référence du Cedoca, qui rapporte des éléments épars, souvent contradictoires ; ainsi, quant à la question de la réexcision, selon une source, elle se pratique « encore fréquemment », mais une autre source, citée dans l'alinéa suivant, indique que la réexcision « devient rare » (page 5), le document n'apportant aucun élément qui permettrait de conclure dans un sens ou dans l'autre sur le sujet.

Sur cette question de la réexcision, le document dont question se réfère à deux sources récentes qui ne sont pas communiquées *in extenso* par la partie défenderesse, bien qu'elles soient citées à plusieurs reprises ; il s'agit d'une interview réalisée à Bruxelles le 21 janvier 2014 de deux personnes appartenant à des associations spécialisées dans la question et d'un courriel du 1^{er} février 2014 de la « présidente de l'Association des femmes de Tadjourah (AFT) et conseillère technique du ministre de l'Énergie ». Vu l'importance et la nature des informations que ces deux sources recèlent selon le document du Cedoca, le Conseil estime indispensable qu'elles soient fournies *in extenso* par la partie défenderesse afin d'en connaître toute la portée. De plus, la partie requérante fait expressément référence, dans sa requête, à un risque de ré-excision dans son chef.

Le Conseil rappelle que l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement dispose de la manière suivante : « Le Commissaire général ou un de ses adjoints peut, dans sa décision, s'appuyer sur des informations obtenues d'une personne ou d'une institution par téléphone ou courrier électronique. Le dossier administratif doit alors préciser les raisons pour lesquelles cette personne ou cette institution a été contactée ainsi que les raisons qui permettent de présumer de leur fiabilité. L'information obtenue par téléphone doit faire l'objet d'un compte rendu écrit mentionnant le nom de la personne contactée par téléphone, une description sommaire de ses activités ou de sa fonction, son numéro de téléphone, la date à laquelle a eu lieu la conversation téléphonique, ainsi qu'un aperçu des questions posées pendant la conversation téléphonique et les réponses données par la personne contactée ».

Le Conseil d'État a estimé à cet égard, dans son arrêt n° 223 434 du 7 mai 2013, que « [...] cette disposition [l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003] s'inscrit dans le prolongement d'une jurisprudence du Conseil d'État qui s'était montré très réservé [...] par rapport aux preuves recueillies par voie téléphonique ou électronique, n'admettant ce type de preuves que pour autant que la provenance de l'information, l'identité exacte de la personne qui la fournit, son fondement et la manière selon laquelle elle a été recueillie soient précisés dans la décision ou, à tout le moins, dans le dossier administratif ; [...] c'est la raison pour laquelle l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal précité a prévu que les raisons pour lesquelles une personne ou une institution est contactée, ainsi que celles qui permettent de présumer de leur fiabilité, figurent dans le dossier administratif et que lorsque les

informations sont recueillies par téléphone, un "compte rendu détaillé" s'impose et doit comporter des mentions particulières ; [...] le but de cette mesure est, selon le Rapport au Roi, de vérifier l'exactitude des informations qu'il contient ; [...] en cas de non-respect de l'article 26 précité, il est indifférent que cet article ne soit pas prescrit à peine de nullité pour censurer une telle irrégularité ; [...] les indications prévues à cette disposition visant à permettre d'assurer la contradiction des débats et à assurer le contrôle des sources litigieuses, il y a, de surcroît, lieu de considérer que leur non-respect constitue une "irrégularité substantielle" au sens de l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, qui permet au [Conseil] d'annuler la décision administrative soumise à sa censure "soit pour la raison que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil, soit parce qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation visée au 1° sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires" » (Conseil d'État, arrêt n° 223 434 du 7 mai 2013).

En l'espèce, la partie défenderesse n'a pas respecté le prescrit de l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, puisque ni l'interview du 21 janvier 2014 ni le courriel du 1^{er} février 2014, ne figurent au dossier administratif. Par conséquent, le Conseil ne peut pas vérifier la teneur des informations échangées et se prononcer à leur sujet, en respectant les exigences de l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003, telles que les a rappelées le Conseil d'État.

Concernant la question de l'individualisation de l'examen prôné par la partie défenderesse qui entend « effectuer une analyse au cas par cas en fonction de différents facteurs », comme indiqué à l'audience, le Conseil relève que le document de la même partie défenderesse n'apporte que fort peu d'éléments d'informations quant aux différents facteurs qu'il faudrait prendre en compte pour évaluer la crainte de persécution des personnes sollicitant la protection internationale.

5.7. Le Conseil relève encore que la partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, évoque la nature permanente et continue des souffrances que la requérante endure en raison de son excision et déclare que l'excision est un traitement inhumain et dégradant qui ne peut pas être limitée à un moment instantané mais dont les conséquences sont à subir tout au long de la vie de la personne victime.

5.8. Le Conseil estime encore que la motivation de la décision entreprise relative au mariage forcée allégué est insuffisante pour le mettre valablement en cause. Ainsi, les contradictions et incohérences relevées dans la décision entreprise ne permettent pas de considérer le mariage forcé comme non crédible. Il y a dès lors lieu de procéder à une nouvelle audition de la requérante sur ce point.

De plus, le document relatif au mariage dans le pays d'origine de la requérante et intitulé « *Subject related briefing – Djibouti - Le mariage forcé* » est daté de janvier 2013, soit près d'une année. Une actualisation de celui-ci s'avère donc nécessaire.

5.9. Le Conseil ne disposant, pour sa part, d'aucun pouvoir d'instruction, il ne peut pas lui-même récolter des informations précises relatives aux considérations et aux questions développées *supra*.

5.10. Après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparaît, selon les termes mêmes de l'article 39/76, § 1^{er}, dernier alinéa, que « les éléments nouveaux invoqués par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides augmentent de manière significative la probabilité que l'étranger remplisse les conditions requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou pour la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 ». Toutefois, le Conseil « constate de manière cumulative que, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, il doit annuler la décision attaquée parce qu'il ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans mesures d'instruction complémentaires de ces éléments nouveaux » ; ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits :

- Recueil et analyse d'informations actualisées et précises au sujet de la situation des femmes victimes de mutilations génitales féminines à Djibouti, en fonction de leurs profils propres, et de la possibilité pour elles d'obtenir une protection des autorités ; indication des différents facteurs à prendre en compte pour évaluer la crainte de persécution ;
- Mise en adéquation de la communication des sources d'informations à disposition de la partie défenderesse avec les prescrits de l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 ;

- Évaluation de l'impact du « caractère continu » de la persécution déjà subie par la requérante du fait de son excision de type 2, tel que l'explicite la requête ;
- Nouvelle audition de la requérante concernant le mariage forcé allégué et analyse de ses propos à cet égard et le cas échéant, sur sa crainte de persécution en ce qui concerne le risque de ré-excision allégué et le caractère continu de la persécution déjà subie ;
- Actualisation des informations concernant le mariage forcé à Djibouti.

5.11. En conséquence, conformément à l'article 39/76, § 1^{er}, dernier alinéa, la décision attaquée est annulée d'office en ce qui concerne la première partie requérante, afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instructions nécessaires pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision (CG/1121198) rendue le 29 janvier 2014 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq novembre deux mille quatorze par :

M. B. LOUIS, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS